

Brexit : pourquoi David Cameron pourrait avoir plus de mal à convaincre le Conseil européen que la Commission



David Cameron espère obtenir du conseil européen, de nouvelles concessions à présenter aux Britanniques pour les convaincre de rester dans l'Union.

Avec Jean-Marc Sylvestre

David Cameron a fait la tournée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne pour qu'ils acceptent d'apporter de nouveaux assouplissements dans le statut déjà très particulier dont bénéficie la Grande Bretagne dans ses relations avec l'Union Européenne. Et c'est bien là problème.

A priori, le Premier ministre pense avoir réussi à convaincre ses collègues que le maintien de la Grande Bretagne dans l'Union européenne valait bien quelques sacrifices supplémentaires. Beaucoup lui ont apporté leur soutien, l'Allemagne de Madame Merkel. D'autres traînent des pieds. La France par exemple.

Alors passons sur les chefs d'Etat qui espèrent obtenir quelques faveurs de Bruxelles en échange de leur appui à la Grande Bretagne.

Le vrai problème n'est pas là. Tous les pays membres de l'Union européenne considèrent que si la Grande Bretagne votait son départ de l'Union, ça serait un échec très violent pour la construction européenne et son évolution. Echec aussi de son fonctionnement à un moment où l'UE n'a jamais été aussi fragilisée...

Mais une grande majorité estime que l'Union européenne ne peut pas défendre son unité à n'importe quel prix. Si la commission a donné un avis favorable aux concessions demandées par Cameron, le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement ne pourra pas le faire aussi facilement.

Ils mettent en avant trois raisons.

La première raison est qu'ils ne peuvent pas donner l'impression d'approuver la démarche de Cameron qui, pour remporter sa dernière élection, s'est laissé aller à la démagogie anti-européenne. Dans toutes les démocraties du monde les opinions publiques sont très sensibles à la tentation protectionniste. L'exemple britannique serait du plus mauvais effet.

« Cameron a manqué de courage, dit-on. Il s'est laissé piégé en promettant un référendum catastrophe dont il cherche aujourd'hui à sortir parce qu'il sait bien qu'en sortant de l'Europe, il irait contre le sens de l'histoire. Il vient demander aux Européens de l'aider. Qu'il se débrouille ! »

La deuxième raison est que la concession principale demandée par Cameron serait que l'Angleterre puisse tourner le dos à la coordination des systèmes sociaux. En clair, David Cameron voudrait présenter aux Anglais une restriction des droits et avantages sociaux offerts aux travailleurs européens quand ils viennent travailler au Royaume-Uni.

Pour beaucoup d'Européens c'est inacceptable. D'abord parce que le modèle social britannique n'est pas d'une générosité folle. La meilleure preuve est que des milliers de familles britanniques habitent la France, pour profiter des avantages français pendant que le chef de famille continue de travailler à Londres.

Ce différentiel-là a fait la fortune des compagnies low cost qui relient quotidiennement Londres aux principales villes du sud ouest français. Mais pas celle de la sécurité sociale.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Europe du sud notamment ne veulent pas que ce type de compromis soulève un débat au sein même de la société française qui commence à être très susceptible sur ce point.

La troisième raison qui pousse certains dont la France à s'opposer à ce compromis, est que la Grande Bretagne a déjà des avantages exorbitants du droit européen et que ça devient insupportable.

- 1) Le Royaume Uni n'étant pas dans le dispositif Maastricht de la monnaie unique, n'a pas à supporter les contraintes budgétaires. Règle des 3% de déficit par exemple.
- 2) Le Royaume Uni depuis les colères de Mme Thatcher ne paie pas sa cote part au budget de fonctionnement de l'Europe. Compte tenu de sa population, la contribution financière devrait couvrir, comme celle de la France, près de 15% du budget de fonctionnement. Or la Grande Bretagne ne paie que 10%.
- 3) La réglementation des banques et des institutions financières n'est pas assurée par l'Europe mais par la City elle-même. Elle est beaucoup plus souple ; d'où le succès de l'industrie financière.
- 4) La non appartenance à l'Euro lui donne également beaucoup plus de liberté tout en bénéficiant des garanties européennes.

Objectivement, le monde des affaires en Europe et particulièrement en Angleterre explique qu'ils ont intérêt à rester dans l'Union européenne. Ils bénéficient des avantages d'un grand marché à haut pouvoir d'achat (l'Europe est le premier débouché de l'industrie britannique). Ils bénéficient aussi d'une plus grande liberté que leur donne le caractère off shore. Ils savent que si demain, la Grande Bretagne sortait de l'Union européenne, ça ne serait pas une catastrophe pour les Européens eux-mêmes mais pour les Anglais oui, parce qu'une partie de l'industrie (financière et pharmaceutique) aurait intérêt à s'expatrier sur le continent au plus près de leurs clients.

Mais le monde des affaires en Angleterre comme ailleurs n'est pas forcément en phase avec la majorité de l'opinion britannique. Et comme on n'a jamais expliqué aux Anglais le mode de fonctionnement de l'Europe et dans quel intérêt, ils se retrouvent très désabusés. Et David Cameron paie aujourd'hui le prix pour ne pas avoir dit la vérité lors de sa campagne électorale.